

COMMUNIQUÉ du [Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné](#)

Loi sur la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG)

Aucun soutien ne sera accordé au référendum lancé par le SSP

Un signal dangereux

Le Cartel rappelle que son Assemblée des délégué-e-s (AD) du 19 septembre a pris à l'unanimité la résolution de ne pas lancer de référendum contre la loi sur la caisse de prévoyance et de ne pas soutenir le lancement éventuel d'un référendum par une autre organisation. Le Cartel a ainsi immédiatement écrit au syndicat des services publics (SSP) pour lui demander de ne pas le lancer non plus. L'Assemblée générale du SSP a toutefois choisi le 20 septembre de combattre la loi sur la CPEG par voie référendaire.

Davantage à perdre qu'à gagner

Le Cartel réaffirme avec fermeté aujourd'hui qu'il n'accordera aucun soutien à cette initiative. Le Cartel estime avoir fait le maximum pour arriver à une loi qui reste certes insatisfaisante mais qui conserve néanmoins certains principes primordiaux (primauté de prestations, répartition de la cotisation 1/3 employé-2/3 employeur, reconnaissance de la pénibilité physique du travail, notamment). Au vu de l'équilibre très fragile autour de cette loi, la remise en question du texte voté par le parlement risque de réactiver de manière encore plus virulente les critiques injustes sur la prévoyance réservée aux employé-e-s de l'Etat et de créer une opposition accrue vis-à-vis de cette loi, mais pour des raisons opposées à celles des syndicats et du Cartel. Avec pour conséquence le risque d'aboutir à un résultat encore pire pour les quelque 65'000 affilié-e-s des deux caisses.

Une unité syndicale à retrouver face aux violentes attaques à venir

Le Cartel estime qu'à l'heure où l'unité syndicale devrait se renforcer, l'alleingang du SSP a un effet néfaste. En effet, d'une part les points à discuter avec le Conseil d'Etat au sujet des retraites sont encore nombreux et se voient freinés par le référendum, laissant nombre de salarié-e-s dans l'expectative, et, d'autre part, les attaques contre la fonction publique et les prestations à la population vont connaître une forte recrudescence, tout à fait prévisible avec la présentation du projet de budget 2013 déficitaire (que la droite juge « inacceptable »). Ainsi, au moment où les employé-e-s de la fonction publique et les services publics ont le plus besoin d'être défendus par les syndicats, toute division fait le jeu des tenants du « moins d'Etat », au détriment de la majorité de la population.

Le Cartel fera cependant tout son possible pour que dans les semaines à venir, avant le vote du budget, les mobilisations nécessaires se réalisent sous le signe de l'unité syndicale, et appelle le personnel non seulement à ne pas se diviser mais aussi à suivre attentivement les informations, tracts, actions, etc. à venir pour défendre ensemble les conditions de travail et les prestations publiques.